



---

## Les processus électoraux dans l'Afrique des Grands lacs : leçons, enjeux et défis

### *Keynote*

### **« La préparation du nouveau cycle électoral en RDC » par le président de la CEI, M. A. Malumalu**

Mercredi 10 novembre 2010 à 9h30

Université de Liège, Salle du Conseil

Boulevard du rectorat, 7 bât. B31 4000 Liège-Sart Tilman

---

### **Note de présentation**

Avec le développement des processus de transition démocratique et du pluralisme politique, les élections sont récemment devenues le moyen privilégié de légitimation du pouvoir en Afrique. Plusieurs pays d'Afrique centrale viennent de clôturer ou sont occupés à organiser un nouveau cycle électoral.

Au printemps et à l'été 2010, le Rwanda et le Burundi ont ainsi organisé des élections présidentielles, législatives ou locales. L'enjeu était non seulement le renouvellement des représentants politiques, mais aussi, et surtout, la consolidation de la paix et de la démocratie. Sur ce dernier point, le bilan est ambivalent. D'une part, les résultats ont été validés par la communauté internationale. Les scrutins ont notamment été jugés réguliers d'un point de vue technique même si les observateurs ont admis « quelques irrégularités et imperfections dans l'organisation du scrutin ». Par contre, de nombreux analystes ont souligné de nombreuses faiblesses en matière d'ouverture politique et de transparence. L'espace politique laissé à l'opposition tant au stade des candidatures que de la campagne électorale était restreint et contrôlé. La presse n'a pas toujours pu couvrir la campagne avec toute la liberté nécessaire à la construction d'une culture démocratique durable. En l'absence de dialogue entre les acteurs et d'ouverture, le risque d'une polarisation radicalisant les positions existe.

En République démocratique du Congo, la CEI avait relevé le défi des premières élections démocratiques en 2006. Cette réussite peut être, en partie, liée à l'aide internationale (MONUC, PNUD, Union européenne, etc.) fournie sur les plans logistique et financiers. Quatre ans plus tard, à l'aube d'un nouveau cycle électoral, la République démocratique du Congo (RDC) est toujours confrontée à d'énormes difficultés qui mettent en péril l'organisation des scrutins : un territoire immense<sup>1</sup>, des infrastructures

---

<sup>1</sup> Plus de 2,3 millions de kilomètres carrés.

dégradées ou inexistantes, des zones où persistent des conflits armés et des ressources gouvernementales nationales insuffisantes pour faire face aux coûts engendrés<sup>2</sup>.

La reconstruction d'un Etat fragile est une dynamique complexe. Elle exige la prise en compte de l'ensemble des équilibres politiques, ethniques, sécuritaires et socioéconomiques. Le prochain cycle électoral en RDC soulève de nombreuses questions :

- A l'heure du passage de témoin entre la CEI et la CENI, quel bilan pour la CEI et quelles perspectives pour la CENI<sup>3</sup> ?
- Le calendrier du processus électoral sur la période 2010-2013 (décision n°030/CEI/BUR/10 du 9 août 2010 de la Commission électorale indépendante) pourra-t-il être respecté ?
- Quelle sera la place des partenaires internationaux dans le nouveau processus électoral ?
- Quelles leçons les acteurs politiques ont-ils tirés des élections de 2006 ?

Ces questions seront discutées lors d'une Table ronde organisée par le GRAPAX et la CAPAC (Cellule d'appui politologique en Afrique centrale de l'Université de Liège) le mercredi 10 novembre 2010 de 9h00 à 13h00 à la salle du conseil, dans le bâtiment B31 de l'Université de Liège (Sart-Tilman).

**Toutes les personnes intéressées sont les bienvenues lors de cet événement moyennant inscription préalable ([sramquet@ulg.ac.be](mailto:sramquet@ulg.ac.be)).**

**Plan d'accès :** <http://www2.ulg.ac.be/acces/plans/b31.html>  
(la Salle du Conseil se situe au niveau + 3 du Bâtiment B31)

---

<sup>2</sup> Le coût des opérations électorales est chiffré à 715 450 766 USD (adopté par le comité de pilotage du Projet d'appui au cycle électoral).

<sup>3</sup> La Loi n°10/013 promulguée par le Président Joseph Kabila, le 28 juillet 2010 porte l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle CENI (Commission électorale nationale indépendante) amenée à remplacer la CEI, comme prévu par la Constitution. Le processus de nomination de ses membres et actuellement en cours.

---

# **Les processus électoraux dans l'Afrique des Grands lacs : leçons, enjeux et défis**

Mercredi 10 novembre 2010 à 9h00  
Université de Liège, Salle du Conseil  
Boulevard du rectorat, 7 bât. B31 4000 Liège

---

## **Programme**

A partir de 9h30 jusque 12h30.

La journée est ouverte à toute personne intéressée, sous réserve d'une inscription préalable pour des raisons logistiques (sramquet@ulg.ac.be).

A l'issue de la journée, une série de recommandations sera adressée au gouvernement belge, le GRAPAX fonctionnant en appui aux politiques de coopération au développement.

Toute question ou demande d'information complémentaire peut également être envoyée par e-mail, à l'adresse sramquet@ulg.ac.be.

## **Interventions**

- Keynote : « La préparation du nouveau cycle électoral en RDC », par le président de la CEI, M. Apollinaire Muholongu Malumalu
- « La transition entre la CEI et la CENI », Hon. Prof. Jacques Djoli
- « Les leçons des élections de 2006 en RDC à l'aube d'un nouveau cycle électoral », Bob Kambaba et Geoffroy Matagne (GRAPAX, CAPAC, ULg)
- « Des élections à la rébellion au Burundi : l'itinéraire d'une (auto)satisfaction internationale ? », Sidney Leclercq (GRAPAX, ULB)
- « Paix, Démocratie et Développement : Lecture ambivalente d'un bilan électoral au Rwanda de 2010 », Eric Nsanzubuhoro Ndushabandi (FUSL)

## **Débat**

## **Conclusions et recommandations adressées au gouvernement belge**

## **Buffet**